

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

"Crise" des otages, création de la FRR,... LE CAPITALISME, C'EST LA GUERRE

La crise des otages de l'ONU, début juin en Bosnie, marque aujourd'hui un tournant dans les conflits impérialistes dans l'ex-Yougoslavie. Depuis 4 ans, on nous a fait croire que la présence des casques bleus, sous commandement de la FORPRONU, avaient une mission pacificatrice et humanitaire dans cette région du monde. Qu'en est-il en réalité ? Non seulement l'intervention onusienne n'a pas empêché le déchaînement du chaos sanglant, mais elle n'a fait que servir de feuille de vigne à la défense des sordides intérêts des grandes puissances dans les Balkans. Car depuis le début des conflits, ce sont bien les gouvernements « démocratiques » d'Europe et d'Amérique qui ont attisé la guerre en apportant leur soutien aux cliques locales, serbes, bosniaques et croates. Derrière chaque fraction locale, il y a la main et les menées impérialistes d'une ou plusieurs puissances « humanitaires » : Etats-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne.

Fin mai, l'affaire des casques bleus pris en otages par les serbes de Bosnie, a obligé les « grands » à dévoiler enfin

leur jeu, après trois ans de mensonges « humanitaires » et « pacifistes ».

L'envoi d'une armada dans l'Adriatique, de même que les raids aériens de l'OTAN et surtout la création le 3 juin, sous l'égide des Etats français et britannique, d'une Force de Réaction Rapide composés de 10 000 hommes sous uniformes nationaux, révèlent aujourd'hui clairement les objectifs de nos dirigeants : les discours de paix ont cédé la place aux bruits de bottes assourdissants. Ainsi, « contrairement à la FORPRONU, la FRR dispose d'armes lourdes, d'hélicoptères, de blindés, de soutien aérien (...) Elle n'aura pas pour mission de protéger les populations civiles, mais de défendre le personnel de l'ONU, uniquement » (Info Matin, 6 juin).

La baudruche de l'intervention « humanitaire » vient donc de se dégonfler.

Aujourd'hui, c'est clair : ce ne sont plus des « soldats de la paix » qui sont envoyés sur le terrain, mais des troupes armées jusqu'aux dents, prêtes à tirer dans le tas, dès que les intérêts de la

France et de la Grande-Bretagne seront menacés.

Pour ses interventions militaires, la bourgeoisie a besoin d'alibi, elle a besoin de mystifier les prolétaires afin de les faire adhérer à ses croisades impérialistes. C'est pour cela qu'elle a orchestré une gigantesque campagne médiatique autour de l'affaire des otages destinée à polariser l'attention de la classe ouvrière, dans le but de l'amener à se reconnaître derrière la défense du drapeau national. Avec ce feuilleton à suspense, il s'agissait pour la bourgeoisie de provoquer dans les rangs ouvriers un sentiment d'indignation face aux méthodes barbares et terroristes des serbes de Bosnie. Il s'agissait encore de lui inoculer le poison du nationalisme en la poussant à s'identifier à ces « soldats de la paix », dont « l'humiliation » était quotidiennement exhibée et commentée à outrance sur les écrans de télé.

Souvenons-nous que c'est avec les mêmes moyens de manipulation médiatique que la bourgeoisie avait préparé la population à accepter la sinistre

opération « Tempête du désert » dans le Golfe persique en janvier 1991. Aujourd'hui, les serbes sont diabolisés, comme Saddam Hussein hier, pour attiser un sentiment de haine nationaliste et revancharde.

Libérer les otages ? Créer une force de « dissuasion » ? Mensonges ! Cette affaire des otages, montée de toute pièce par la France et la Grande-Bretagne avec la complicité de la bourgeoisie serbe (voir p. 4) n'est qu'un prétexte pour justifier maintenant l'intervention militaire directe des grandes puissances sur le terrain.

Les récents événements en Bosnie n'annoncent qu'une seule perspective : le déchaînement de la barbarie guerrière aux portes de l'Europe « civilisée » qui ne peut qu'aggraver toujours plus le chaos mondial.

Ce n'est pas seulement les cliques bourgeoises locales, dirigées par Milosévic, Karadzic ou Izetbegovic, mais le capitalisme mondial qui est responsable du terrorisme, des massacres de la population civile, prise en otage depuis quatre ans par les requins impérialistes de tous bords, petits ou grands. Le capitalisme porte avec lui la guerre. Aux quatre coins de la planète, les massacres prétendus inter-ethniques sont l'oeuvre des grandes puissances. Ce sont elles qui, dans leur lutte à mort pour maintenir leur hégémonie dans les zones stratégiques du monde, attisent et alimentent le chaos.

Les prolétaires ne doivent pas faire cause commune avec leurs propres exploités en adhérant aux campagnes bellicistes de la classe dominante ; ils ne doivent pas se laisser intoxiquer par le poison mortel du nationalisme que les médias cherchent à leur injecter. Ces brigands impérialistes qui envoient aujourd'hui des troupes de métier sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, sont les mêmes qui portent la responsabilité du bain de sang en Irak. C'est cette même classe de gangsters qui a envoyé,

en 1914 et en 1939, des dizaines de millions d'ouvriers à la boucherie, pour la défense des intérêts du capital.

Pour faire la guerre, pour entraîner les prolétaires derrière les drapeaux nationaux, la bourgeoisie a toujours une bonne et juste cause à faire valoir : hier c'était la défense de la démocratie contre la barbarie nazie, aujourd'hui, c'est la lutte des Etats « humanitaires » contre le « terrorisme » serbe. Ces « justes causes » ne sont pas celles des exploités, mais celle des massacreurs de la classe ouvrière.

La seule guerre pacificatrice et humanitaire, c'est la guerre de classe. C'est-à-dire la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie et son système mondial en pleine décomposition, un système qui, partout, engendre la misère, l'exploitation, le chômage, la barbarie guerrière. Ce n'est qu'en menant le combat sur son propre terrain, contre les attaques de toutes ses conditions de vie, que la classe ouvrière des grandes nations industrialisées pourra trouver la force de mettre fin à la guerre et au chaos capitaliste. Les armes de cette guerre de classe ne sont pas les bombes, les missiles, les tanks et les chars ; ce ne sont pas les actes de terrorisme et les massacres de la population civile, mais les grèves et les manifestations massives où, à l'union sacrée de ses exploités, le prolétariat devra opposer son unité et sa solidarité de classe internationale.

Contre les campagnes d'intoxication idéologique de la classe dominante, il ne doit jamais oublier le mot d'ordre du Manifeste Communiste qui lui a permis d'obliger la bourgeoisie à mettre fin à la première guerre mondiale : « Les prolétaires n'ont pas de patrie. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». Le drapeau de l'internationalisme est le seul auquel la classe ouvrière doit se rallier pour construire un rapport de force capable de renverser l'ordre sanguinaire de la bête capitaliste.

RI

GRÈVES DANS LE SECTEUR PUBLIC, JOURNÉES D'ACTION

Les syndicats aux avant-postes du sabotage des luttes ouvrières

La poursuite d'un spectaculaire redéploiement syndical post électoral se confirme aujourd'hui. En effet : cela faisait belle lurette que les syndicats ne s'étaient montrés sous un jour aussi fringant, après avoir cautionné pendant des années toutes les mesures antiouvrières de la gauche au gouvernement. Ce n'est pas un hasard si cette agitation syndicale s'intensifie, à peine les élections présidentielles terminées et le gouvernement Juppé constitué, avec le renvoi de tous les partis de gauche aux côtés de leurs auxiliaires syndicaux dans les rangs de l'opposition.

« Défendre le service public contre les directives venues de Bruxelles, c'est défendre votre statut, c'est défendre vos emplois », voilà le discours tonitruant commun martelé au milieu d'un feu roulant de grèves et de manifestations organisé à l'initiative de la CGT qui obtenait le ralliement de quasiment tous les syndicats les 30 et 31 mai dernier, auprès des salariés de l'EDF-GDF, de La Poste, de France-Télécom, de la SNCF, de la RATP.

« Réduire massivement le temps de travail », tel était le thème racoleur lancé à son tour par la CFDT le 14 juin, lors d'une « journée nationale interprofessionnelle d'actions pour l'emploi », reprise par plusieurs syndicats, notamment la CGT et des syndicats d'enseignants comme la FSU et la FEN.

La focalisation actuelle de l'attention des ouvriers par les syndicats sur le terrain de la défense du secteur public (journées d'action sponsorisées par les médias et grève des postiers de Marseille éternisée dans l'isolement) ou de la réduction du temps de travail, grands chevaux de bataille de la gauche dans l'opposition, constitue le champ de manœuvre primordial pour saper la conscience ouvrière, pour miner toute réflexion sur la nécessité de lutter en n'oubliant pas les ennemis d'hier.

Les syndicats ouvrent la porte aux attaques du gouvernement

Mais la montée au créneau de ces prétendus champions de la lutte ou-

vière correspond en même temps à la volonté de la bourgeoisie de faire passer les attaques antiouvrières massives que le gouvernement va asséner durant l'été (voir article page 3) et en particulier les coupes claires prévues sur les salaires comme dans les effectifs qui visent principalement les salariés du secteur public. C'est dans cette mesure que l'on assiste à un véritable partage du travail entre les syndicats pour pourrir toute expression véritable du mécontentement ouvrier.

La large publicité faite autour de la grande campagne de la CFDT « pour la réduction massive du temps de travail » a pour but de mystifier les ouvriers en leur faisant croire que le problème du chômage est une question de bonne ou mauvaise gestion nationale. Sous le mot d'ordre « du temps pour soi, du travail pour tous », c'est avec un culot monstre que la CFDT se fait complice des mesures gouvernementales du plan emploi en préparation. Elle ose cyniquement vanter la réduction du temps de travail « à la carte » sous toutes les formes possibles (quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, annuelle) comme

(SUITE PAGE 2)

Sommaire

FRANCE

- La gauche affûte ses armes face au prolétariat p.2
- La sainte alliance du PC et de LO p.2
- Immobilier parisien : le vrai scandale, c'est le capitalisme p.2
- "Lutte Ouvrière" envoie les flics contre les militants du CCI p.3
- Le gouvernement prépare de nouvelles attaques anti-ouvrières p.3

CONFLITS IMPÉRIALISTES

- Ex-Yougoslavie : les grandes puissances responsables de l'escalade guerrière ... p.5
- Kohl au Moyen-Orient : la montée en puissance de l'Allemagne p.5

SITUATION INTERNATIONALE

- Etats-Unis, Japon, Europe : la guerre commerciale fait rage p.4
- Tchéchénie : la guerre s'étend sur le sol russe p.4
- Afrique du Sud : derrière l'union nationale, la misère et la barbarie p.4
- Italie, Allemagne, Etats-Unis : partout, le prolétariat paie la note de la crise p.6
- Elections en Espagne p.6

MUNICIPALES, CAMPAGNES ANTI-FN, ANTIRACISME, ETC.

La gauche affûte ses armes face au prolétariat

Avec les présidentielles, la bourgeoisie française a obtenu le résultat escompté : renvoyer la gauche, toute la gauche, dans l'opposition, vraiment dans l'opposition. Avec ce résultat, elle est enfin en mesure de réorganiser ses forces pour faire face à la classe ouvrière dans les meilleures conditions possibles. Tandis que la droite au pouvoir va se charger de cogner, il s'agira pour la gauche, enfin dégagée de toute responsabilité gouvernementale, de prendre en charge le sabotage, le dévoiement et le contrôle, de l'intérieur, des réactions de la classe ouvrière.

Et c'est bien sûr le PS, principal parti de gauche en France, qui se retrouve au centre de cette remise en ordre de bataille des forces bourgeoises. C'est lui qui le premier doit faire oublier ses 14 années à la tête de l'Etat et ses responsabilités dans l'offensive capitaliste contre les conditions de vie ouvrière. Il lui faut donc, à tout prix, troquer son costume stylé de gestionnaire efficace du capital national pour un déguisement de pompier social tout neuf.

Municipales : Derrière le PS, toute la gauche s'ancre dans l'opposition

Le score « inespéré » de Jospin aux premier comme au second tour de l'élection présidentielle a déjà offert au PS une crédibilité nouvelle qui lui permet d'entrer dans l'opposition en fanfare, en s'affichant ouvertement comme le « chef de file de toute la gauche » et l'épicentre de sa recomposition. Les municipales a leur tour ont donné le

ton, avec l'appui de toutes les autres forces de gauche de la bourgeoisie. Ainsi, depuis « les Verts », ostensiblement gauchisés eux aussi, en passant par les Chevènementistes et le PCF, des listes d'unions avec le PS ou des accords pour le second tour ont surgi aux quatre coins du pays, au nom de l'objectif commun « battre la droite ». Plus encore, du jamais vu, Messieurs

IMMOBILIER PARISIEN

Le scandale, c'est le capitalisme

« Pendant les travaux, la vente continue ». Autrement dit, pendant le ravalement de l'Elysée et du gouvernement, les « affaires » se poursuivent... et se ressemblent. La nouvelle affaire à la mode dans tous les médias, c'est le scandale des HLM parisiens. Que n'a-t-on pas entendu sur le fameux « Mr 30 000 Frs », puis sur les loyers « d'amis » dont bénéficient Chirac et Juppé, ou encore sur les attributions gratuites de luxueux logements parisiens à quelques personnalités en vue proches du RPR. C'est la fête au RPR ces temps-ci. A tel point que les autres « affaires », plus anciennes, sont presque oubliées et n'ont même pas empêché la plupart de leurs accusés de retrouver leurs mairies respectives le 18 juin.

Mais le plus tordant dans l'histoire, c'est la manière dont le PS joue les verges effarouchées en se déclarant « scandalisé » par ces pratiques. Pour un parti, grand ramassis de politiciens véreux, qui traîne derrière lui depuis des années le boulet des affaires sur le financement occulte de son appareil

Hue et Emmanuelli ont tenu meetings communs dans plusieurs villes. Pour un peu, on se croirait revenus à la grande époque du « programme commun » des années 70. Sauf que toute la manoeuvre ne vise pas cette fois-ci à retrouver le chemin du pouvoir gouvernemental, mais à crédibiliser le vieux mythe de l'opposition entre droite et gauche, à redonner à la gauche l'image

représentant des milliards de francs, c'est vrai qu'un misérable pot de vin de 30.000 Frs, à peine un peu plus de trois mois de salaire ouvrier moyen, tombé dans les poches du RPR, est quelque chose de parfaitement révoltant !

La vérité c'est que ces pratiques-là sont celles de toute la bourgeoisie, elles sont inhérentes à cette classe qui doit sa domination au règne du capital et de l'argent. Les privilèges accordés aux puissants et la corruption comme mode de gestion ont toujours fait partie de la vie du capital. La seule chose qui change c'est que la décomposition accélérée de la société les rends à la fois encore plus généralisés et plus visibles, parce qu'il se trouve toujours une fraction de la bourgeoisie pour trouver intérêt à montrer du doigt le linge sale des autres.

En l'occurrence, pour le PS, il s'agit de nous dire : « Regardez ces bourgeois qui s'approprient des logements sociaux destinés aux prolétaires », manière encore une fois de se tailler, pour pas cher, un costume « social » et « ouvrier ».

Les syndicats aux avant-postes du sabotage des luttes

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

le moyen pour les ouvriers d'avoir davantage de loisirs et de vacances et comme la « grande bataille ouvrière » de ces prochains mois. Ce syndicat justifie ainsi crapuleusement et par avance les amputations salariales qui « en contrepartie » accompagneront la mise au chômage partiel des ouvriers.

De son côté, la CGT est aussi à la pointe d'un vaste battage cogestionnaire dans le « cadre national » organisé autour de la « défense du service public ». De façon toute aussi répugnante, elle prétend que c'est le démantèlement du service public qui est la vraie cause des licenciements et de la dégradation des conditions de travail. Même si cela va fournir l'occasion de procéder à de nouvelles réductions d'effectifs et entraîner une précarisation accrue de l'emploi, c'est prendre les ouvriers pour des imbéciles. Comme dans le privé, c'est depuis des années que les services publics suppriment régulièrement des milliers d'emplois, que ce soit à La Poste comme à la RATP, sans parler des fonctionnaires ; quant à la SNCF, ce sont 86 000 emplois qui ont disparu depuis 1975.

Un partage du travail pour maintenir le désarroi des ouvriers

Tout ce battage sert d'abord à présenter le programme de nationalisations de la gauche comme une garantie contre le chômage et à l'opposer à la situation de

« défavorisés » des ouvriers du secteur privé. Sous-entendu la droite « privatise » quand la gauche défend « les acquis ».

Mais le sens du battage est double : en contribuant, parallèlement aux médias, à faire passer les ouvriers du secteur public pour des « privilégiés », les syndicats facilitent les attaques du gouvernement contre les prolétaires de ce secteur.

A travers cette exaltation de la « puissance de mobilisation du secteur public », les syndicats poussent en même temps les prolétaires à se soucier de la défense de l'intérêt national de la bourgeoisie. Ce n'est pas pour rien qu'à EDF-GDF, on a assisté à une véritable « union sacrée » des syndicats avec la direction qui, elle aussi, s'oppose à la perte de son monopole sur les ressources énergétiques.

Avec tous ces appels à la défense du « principe d'égalité républicaine devant le service public » ou à « la mission d'intérêt national » de celui-ci, les syndicats cherchent à encourager dans l'ensemble de la classe ouvrière les pires illusions sur une soi-disante solution nationale à la crise économique. Ils se servent des ouvriers qu'ils font défiler comme d'une masse de manoeuvre pour faire pression sur les députés et sur les ministres à Bruxelles, avec la mise en avant de mots d'ordre comme « ces entreprises appartiennent à la Nation », en accusant le nouveau gou-

vernement de « brader l'intérêt national », et de « casser le service public ».

Ils ne peuvent pas faire mieux pour gommer des mémoires le soutien qu'ils ont apporté aux gouvernements de gauche d'hier. Voilà la réalité : les syndicats font beaucoup de bruit pour passer l'éponge sur les suppressions de postes et les licenciements de la gauche.

Sous le masque de l'unité intersyndicale aujourd'hui, comme ce pourrait être à nouveau demain celui de leur désunion, les syndicats s'agitent pour maintenir l'isolement des différents secteurs, l'individualisme. Le chacun pour soi des ouvriers dégoûtés de 14 ans de pouvoir de la gauche. Toute question de lutte commune pour les salaires et l'emploi des ouvriers du privé et du secteur public est évacuée au nom de la « défense du service public » d'un côté et au nom de la « réduction du temps de travail » de l'autre. C'est dans un tel contexte de gesticulations « contre les attaques et les privatisations de la droite » que les gauchistes, notamment la LCR invoquent soit grève générale... de tout le secteur public, soit ergotent en faveur d'une grève par entreprise à l'échelle européenne (pour faire moins chauvin mais tout aussi stérile). C'est à la continuation de tout ce travail de désorientation syndical que les ouvriers seront confrontés à une bien plus large échelle encore pendant l'été et à la rentrée.

CB (14 juin)

La sainte alliance du PC et de LO

Enfin récompensée ! Voilà notre organisation trotskiste très à la mode, LO, qui a obtenu du grand frère stalinien, notre PC national, l'ouverture de listes communes pour les municipales dans trois villes, dont Sochaux, grande cité ouvrière. Déjà en 1988, Arlette, aujourd'hui promue grande star de la politique par les médias, avait fait du pied au PCF lors des élections législatives. Depuis, le PC s'est considérablement affaibli par son passage au gouvernement PS, et surtout par l'effondrement du stalinisme à l'Est.

LO, aujourd'hui, a le vent en poupe et ambitionne de se faire reconnaître, en toute occasion électorale, aux côtés des autres partis bourgeois. Grâce aux millions versés par l'Etat capitaliste pour services rendus à la démocratie bourgeoise, LO a pu présenter quatre fois plus de listes pour ces élections municipales et, la cerise sur le gâteau, le « camarade » Hue ouvre ses listes aux « camarades » trotskystes. Quelle belle fraternité trotsko-stalinienne !

Oh, bien sûr, LO porte des critiques au PC, l'accusant, comme il est écrit dans le n° 1404 de « Lutte Ouvrière », d'avoir « abandonné les perspectives politiques de ses origines prolétaires pour mettre au profit de la bourgeoisie l'influence qu'il a encore sur les ouvriers ». De telles « critiques » permettent en fait de redorer le blason du PC aux yeux de la classe ouvrière, PC qu'elle a vu à l'oeuvre à maintes reprises comme un des défenseurs les plus acharnés du capitalisme. Ainsi, on peut lire dans le même numéro de « Lutte ouvrière » : « Le PC continue à mener certaines actions de défense des travailleurs » ou bien encore « les actions du PC, même utiles du point de vue de la défense quotidienne des travailleurs... ».

Voilà comment le petit frère trotskiste soutient le grand frère stalinien, car en fait fondamentalement, ces deux organisations mettent en avant les mêmes actions, les mêmes revendications et soutiennent le même programme capitaliste d'Etat (voir RI n°246) : « faire payer les riches », « réquisitionner les entreprises qui licencient », etc.

LO veut obtenir du PCF d'agir en commun, ces élections municipales n'étant qu'une première étape ; et notre petite organisation trotskiste veut grandir aux côtés de son aîné stalinien : depuis 1989, un véritable racket est organisé envers les militants du PC déboussolés, déçus. En plus, LO réclame des postes, qu'elle a réussi à obtenir au premier tour des municipales avec en tête notre star Arlette élue dans la région parisienne. Dans la gauche retournée dans l'opposition, LO réclame ce qui lui est dû : une plus grande place.

Le rôle de LO s'affiche désormais clairement : il s'agit de contribuer au mieux à renforcer et revigorer la gauche dans l'opposition et, une fois de plus, de ramener un maximum d'ouvriers vers les urnes et derrière le PC. Ainsi l'alliance PC/LO constitue une pièce importante dans le dispositif antiouvrier de la bourgeoisie.

(SUITE PAGE 4)

André

"Lutte Ouvrière" envoie les flics contre les militants du CCI

Décidé à faire taire par tous les moyens la voix des révolutionnaires, le groupe trotskiste «Lutte Ouvrière» avait déjà depuis trois ans interdit au CCI de tenir stand et forum dans l'enceinte de sa fête. Depuis lors, chaque année, le CCI vend sa presse et distribue des tracts au départ des bus de la Porte de la Chapelle. Mais cela aussi c'est intolérable pour LO, et puisqu'elle pouvait difficilement nous expédier ses propres gros bras dans ce «lieu public», elle n'a pas hésité à envoyer les flics de Chirac pour nous déloger.

Mais il en faut plus pour décourager les révolutionnaires. Nous publions ci-dessous le tract que le CCI a immédiatement publié et diffusé le jour même pour dénoncer ces pratiques révélatrices

de la vraie nature du groupe d'Arlette Laguiller. Bien entendu les militants de LO ont commencé par nier être les auteurs de cette délation policière et nous ont traités de calomniateurs, pour finir par lâcher, en guise d'aveu évident : «*Ne vous étonner pas si cela vous arrive, vu que vous êtes impolis.*» LO entend donc nous apprendre la politesse ! Nous ne sommes guère étonnés, c'est avec le même argument que LO nous a interdit de séjour dans sa fête. Ce groupe qui vante l'esprit «démocratique» et «pluraliste», et l'ambiance «fraternelle» de sa kermesse annuelle, confirme bien là où s'arrête sa «tolérance». A l'image de la démocratie bourgeoise, elle tolère ce qui va dans son sens et ne remet pas en cause son ordre et son idéologie, et elle s'arrête

là où commence la confrontation de classes. Lorsque son ordre est en péril, la démocratie bourgeoise finit toujours par montrer son vrai visage, celui de la violence et de la répression. Qui n'abonde pas dans le sens de LO, qui dénonce sa politique et ses pratiques antiouvrières, s'expose à se voir rappelé à l'ordre démocratique et policier de l'Etat bourgeois.

N'en doutons pas, lorsque demain se joueront les affrontements décisifs entre prolétariat et bourgeoisie, LO saura bien, au nom de la «correction» et de la «politesse», faire cause commune avec les flics pour abattre physiquement les militants révolutionnaires, comme l'ont fait, avant elle, ses prédécesseurs sociaux-démocrates et stalinien.

Interdit de séjour à la Fête annuelle de LO, depuis 1992, le CCI vend sa presse et distribue un tract sur le lieu de départ des bus, porte de la Chapelle.

Dimanche 4 juin à 10h15, alors que nous étions encore en train d'installer notre table de presse, 6 policiers nous ordonnent de plier bagage immédiatement. Face à notre étonnement (puisque nous diffusons depuis plusieurs années sans jamais aucun problème), ils nous expliquent que cette fois-ci ils sont obligés de nous déloger parce que QUELQU'UN les a appelés au téléphone et leur a demandé d'intervenir.

QUI a estimé que nous troublions «l'ordre public» ? La réponse est facile à deviner : c'est, bien évidemment, LO ! Ce sont les seuls à qui «le crime profite».

Bien entendu, les dirigeants de LO, main sur le coeur, affirmeront qu'ils n'ont jamais fait une telle chose, que ce sont des «calomnies». Qui peut les croire ? N'auraient-ils jamais dit de mensonges ? N'auraient-ils jamais utilisé de telles méthodes auparavant ?

Les mensonges de LO, notre presse les dénonce régulièrement. Nous n'en citerons ici qu'un seul. A la «Fête» de 1991, l'incident sur lequel se base LO pour justifier notre interdiction de séjour avait justement été provoqué à partir d'un énorme mensonge : dans un forum, les militants de LO avaient affirmé n'avoir jamais appelé à voter Mitterrand. Ils sont devenus particulièrement agressifs et menaçants, et ont coupé la sono quand nous avons exhibé publiquement les couvertures de leur journal : «*Tous les travailleurs doivent voter Mitterrand*» (LO n° 298, 1974); «*Sans illusion, mais sans réserve, VOTONS MITTERRAND*» (LO n° 675, 1981).

Nous avons alors dénoncé ces pratiques rappelant celles des flics stalinien. Voilà pourquoi LO estime que nous avons été «incorrects» et «injurieux». Voilà ce qui a justifié l'exclusion du CCI.

Ces méthodes policières de LO ne sont donc pas nouvelles.

Quelques rappels :

Grève des cheminots de décembre 86 : LO confie à ses militants le soin de «filtrer» l'entrée de la salle où se tient l'assemblée de la coordination intercatégorielle. Il faut montrer sa carte de cheminot pour pouvoir entrer : de telles pratiques sont totalement contraires à toute la tradition prolétarienne où les assemblées ouvrières ont toujours été OUVERTES aux ouvriers d'autres secteurs. C'est par contre totalement conforme aux pratiques stalinien visant à saucissonner la classe ouvrière afin d'isoler et saboter ses luttes, justement pour empêcher qu'un mouvement de masse de toute la classe ouvrière unifiée ne «trouble l'ordre public».

Un travailleur des PTT réussit à passer à travers les mailles du filet et prend la parole pour défendre la nécessité de l'extension de la lutte des cheminots

aux autres secteurs. Il est vidé manu militari par les «gros bras» de LO, sous prétexte qu'il n'est pas... cheminot !

Grève des hôpitaux d'octobre 88 : LO fait la même politique de filtrage devant la salle où se tient l'assemblée de la coordination (intercatégorielle) des «personnels de santé». Quelques ouvriers du secteur public, de même que des militants du CCI travaillant dans les hôpitaux, parviennent à entrer dans la salle avec l'intention de proposer à l'assemblée une motion appelant à l'extension de la lutte aux autres secteurs. Nouveau vidage manu militari par les «costauds» de LO (voir notre brochure «Bilan de la lutte infirmière»).

Chantiers navals de Saint-Nazaire, à la même période : des travailleurs, militants du CCI, viennent à une assemblée ouvrière appelée par la CGT afin d'y défendre les mêmes positions. Une militante de LO dénonce nos camarades auprès des bonzes stalinien de la CGT, avec l'argument qu'ils ne travaillent pas aux chantiers navals. Nos camarades sont sommés par le service d'ordre de la CGT de déguerpir.

Hier, pour réduire au silence les révolutionnaires, LO imitait les méthodes des stalinien, ces véritables flics de l'Etat capitaliste dans les rangs ouvriers, ou bien faisait appel à leurs services «musclés».

Aujourd'hui, LO fait directement appel aux flics de Chirac, c'est-à-dire aux organes officiels de la répression de l'Etat capitaliste. C'est tout à fait dans la continuité de ses méthodes du passé. Mais si LO franchit ce nouveau pas dans la crapulerie, c'est que les dernières élections présidentielles ont constitué une étape importante dans la collaboration de LO avec l'Etat bourgeois.

Grâce aux 5,3% d'Arlette à ces élections, LO a touché un petit pactole des mains de la bourgeoisie. Si Arlette a fait ce score, c'est en bonne partie grâce à la bienveillance systématique des médias capitalistes : jamais on avait autant invité la «travailleuse», «honnête», «sincère» et «dévouée» sur les plateaux de TV.

Après tout, en signalant aux flics la présence sur la voie publique de révolutionnaires diffusant leur presse, LO ne fait que renvoyer l'ascenseur à l'Etat capitaliste : merci pour votre publicité à la télé en faveur d'Arlette ! Merci pour vos millions !

Depuis des dizaines d'années, LO et les groupes trotskistes ont servi loyalement le capitalisme même si la plupart de leurs militants n'en sont pas conscients :

- en défendant l'Etat capitaliste en URSS ;
- en présentant les partis stalinien comme des partis «ouvriers» qui «font mal leur travail», mais «ouvriers quand même» ;

- en cultivant les illusions électorales, un des piliers de la démocratie bourgeoise ;

- en appelant à voter pour Mitterrand en 74 et 81 ;

- en contribuant à la politique syndicale de division de la classe ouvrière et de sabotage de ses luttes ;

- en essayant partout, et particulièrement sur les lieux de lutte, de faire taire les révolutionnaires par tous les moyens.

Que LO appelle aujourd'hui les flics contre le CCI est PARFAITEMENT LOGIQUE et n'a rien de surprenant. Les ouvriers doivent le savoir : comme le PS, comme le PC, comme les autres organisations trotskistes, LO est l'en-

nemi de la classe ouvrière et de ses luttes. C'est même UN DE SES ENNEMIS LES PLUS DANGEREUX : son langage «radical» et «ouvrier» ne signifie pas que LO soit l'organisation «qui défend le mieux les travailleurs», comme elle le prétend. Il signifie que c'est l'organisation qui est la mieux placée pour tromper les travailleurs les plus combattifs, ceux qui se détournent du PS, du PC et de l'encadrement syndical, ceux qui commencent à comprendre la nécessité de renverser le capitalisme par la révolution.

Pas d'illusion : aujourd'hui LO envoie les flics pour faire taire les révolutionnaires. Demain, LO sera main

dans la main avec les flics pour les massacrer. Elle ne fera que suivre l'exemple de ses prédécesseurs, les partis «socialistes» et «communistes». Ces partis «socialistes» qui ont assassiné les révolutionnaires Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht au moment de la révolution allemande en 1919. Ces partis «communistes» devenus stalinien qui ont exterminé la plupart des combattants de la révolution russe de 1917, et en premier lieu Trotsky lui-même en 1940.

Ces partis pour qui LO et les trotskistes ont tant de fois appelé à voter... et dont ils aspirent aujourd'hui, ils ne s'en cachent pas, à prendre la place.

RI

APRÈS LA GAUCHE, LA DROITE

Le gouvernement prépare de nouvelles attaques anti-ouvrières

Lors de son grand oral devant l'Assemblée Nationale, Juppé a prononcé les grandes orientations de sa politique. La bourgeoisie et ses médias ont joué les étonnés devant le fait que le Premier ministre s'était contenté de présenter les nouvelles dépenses de l'Etat sans daigner préciser comment il les financerait. Etonnement feint bien sûr. On voit mal en effet le premier ministre à pelne nommé annoncer d'emblée qui va devoir payer la note.

Croulant sous un déficit budgétaire énorme (322 milliards de francs), la bourgeoisie sait qu'elle devra attaquer durement : «*la situation budgétaire est encore plus dégradée qu'on ne le pensait (...) des choix très douloureux devront être faits*» (1). On ne peut être plus clair ! Devant financer les 80 milliards que représentent les mesures «sociales» de l'ex-candidat Chirac (dont 30 milliards pour les seuls cadeaux aux entreprises que seront les abaissements de charges) le gouvernement n'a d'autre solution que de pressurer encore plus la classe ouvrière.

La bourgeoisie impose déjà des sacrifices...

Et si la bourgeoisie clairoenne le plus souvent possible la hausse officielle du SMIC de 4% pour le premier juillet (en fait à peine plus de 2% compte tenu de l'inflation officielle) c'est avant tout pour tenter de masquer le reste des attaques qui nous attendent pour cet été. Et vu ce qui se prépare, cette hausse du SMIC aura certainement autant de réalité que les 250 000 chômeurs qui vont disparaître des statistiques par simple jeu d'écriture.

Malgré toutes les contorsions visant à faire passer des vessies pour des lanternes, la couleur est partiellement an-

noncé. Ainsi, l'augmentation de la TVA de 18,6 à 20,6%, qu'il y a peu de temps encore on nous présentait comme provisoire, est aujourd'hui prévue comme «devant durer jusqu'à la fin de l'année 1996». Et ce sont, bien sûr, les revenus les plus modestes, c'est-à-dire les ouvriers, qui vont subir de plein fouet ce nouveau tour de vis. Ajouté à cela, les cent milliards d'économies prévues pour la Sécurité Sociale, la hausse des taxes sur les tabacs, les carburants, ou encore des impôts locaux, qui montent en flèche ; le voilà le «changement» ! Par ailleurs, le gouvernement prépare une attaque générale dans tous les secteurs sur l'emploi et les conditions de travail. Le secteur public en particulier, avec ses «nantis», devra faire «des efforts de solidarité». Ainsi, par exemple, les travailleurs de l'Education Nationale, ces «privilegiés», avec déjà pas moins de 70 000 CES (Contrat-Emploi-Solidarité), sans compter les maîtres auxiliaires au statut précaire, devront s'attendre à se serrer la ceinture de plusieurs crans et supporter des conditions de travail de plus en plus dégradées. Le secteur de la santé est lui aussi en ligne de mire. Ainsi, en plus de la baisse générale de toutes les prestations et remboursements, déjà engagée par le PS, les fermetures d'hôpitaux ou d'unités de soins (comme par exemple le service des urgences de l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif), la réduction du nombre de lits, vont s'accélérer. Ce qui est clair, c'est que la perspective de nouvelles restructurations dans ce secteur ne pourra que provoquer des «compressions d'effectifs».

...ets'apprête à taper plus fort sur les ouvriers

Les annonces de licenciements après la «trêve électorale» reprennent sans attendre dans d'autres secteurs, comme chez Danone qui prévoit 2000 suppressions d'emplois avant la fin de l'année.

Sans compter que pour les indemnités ASSEDIC «c'est moins qu'hier et plus que demain». L'augmentation du chômage de longue durée et des emplois précaires indique bien où en est la réalité de la situation de l'emploi et sa prétendue amélioration (voir R1 n°246) !

La période estivale, on le sait, a toujours été un moment privilégié par l'Etat pour lancer des attaques massives contre la classe ouvrière. Qu'on se souvienne des mesures impopulaires prises par la gauche au pouvoir les années précédentes, durant les mois de juillet-août ! Pour mémoire, on peut rappeler que c'est à cette période, en catimini, qu'ont eu lieu la hausse des tarifs des principaux services publics, celle du forfait hospitalier (instauré par J. Ralite du PCF), mais aussi le doublement de la CSG (l'"enfant" de Michel Rocard), l'allongement de la durée des cotisations pour la retraite, le gel du salaire des fonctionnaires, etc. L'expérience montre que les coups vont à nouveau pleuvoir. Et comme le dit la bourgeoisie elle-même, «*la facture de l'été risque d'être pour les Français*» (entendons pour les ouvriers principalement : NDLR), plus salée que la mer de leur vacances». (2) En attendant l'été (l'épisode des élections municipales a aussi été une raison pour retarder les attaques les plus douloureuses) la «grande bataille» que doit mener le gouvernement est partiellement gelée, afin de pouvoir mieux ajuster le grand coup de massue qui sera porté sur la tête des prolétaires. Voilà la seule et unique explication aux flous et tergiversations de la «méthode Juppé» !

Face aux attaques massives que prépare la bourgeoisie, les ouvriers n'ont pas d'autre choix que de reprendre le chemin de la lutte !

WH

(1) Le Monde 09-06-95

(2) Info-matin 24-05-95

ETATS-UNIS, JAPON, EUROPE

La guerre commerciale fait rage

Après plusieurs mois de négociations et de pressions sur Tokyo pour que le Japon augmente ses importations et ouvre son marché intérieur (notamment le marché de l'automobile), les Etats-Unis annoncent qu'ils vont utiliser «tous les moyens» pour sanctionner le protectionnisme nippon. De son côté, par la voix de son responsable du commerce extérieur Hisaschi Hosakawa, le Japon déclare que les exigences américaines sont «contraires à l'esprit de marché» et qu'il «ne fera pas de concessions». Alors que les chantages de l'économie bourgeoise n'ont cessé de nous bercer d'illusions sur la «reprise», ce nouvel épisode du déchaînement de la guerre commerciale - sur fond de crise monétaire et accompagné d'une menace de

récession aux Etats-Unis - vient apporter un cinglant démenti aux prospectives des experts de l'économie mondiale. Les événements récents témoignent en effet d'un approfondissement inexorable de la crise économique, où, loin de pouvoir s'harmoniser, les différents protagonistes s'étripent pour le contrôle de marchés saturés. Comme nous le rappelions déjà dans notre presse à propos des rivalités commerciales qui se sont polarisées lors des «accords» du GATT (signés en 1994) : «Le problème pour les capitalistes, c'est qu'ils veulent tous exporter plus et importer moins..., ce qui est impossible pour tous. Entre marchands, il ne peut y avoir de paix à une époque où une des conditions vitales de leur existence, les marchés vivables, se montrent de plus en plus insuffisants. Lorsque la nourriture se fait rare les tigres s'entredéchirent» (voir RI n°230).

Les rivalités américano-japonaises s'exacerbent

Actuellement, la bourgeoisie américaine dénonce le fait que les importations de voitures japonaises comptent pour 60% de leur déficit commercial ; que la part sur le marché américain des constructeurs japonais est intolérable (24% contre 1,5% pour les Etats-Unis sur le sol nippon).

De fait, les événements montrent que la tension est montée d'un cran : Washington envisage de prendre des sanctions et annonce une surtaxe de 100% pour 13 modèles de voitures japonaises. Le Japon menace à son tour de frapper durement les marchandises américaines (produits agricoles et de haute-technologie). De plus, les industriels japonais ont déjà entrepris des délocalisations dans la «zone dollar», pour concurrencer l'oncle Sam et contourner les inconvénients liés à la hausse du Yen. Nissan s'appête ainsi à construire une usine de moteurs dans le Tennessee ; de même, un investissement de 100 millions de dollars est prévu en Argentine pour le montage de chaînes «hi-fi», etc. Tout cela signifie que la politique américaine «du dollar faible» (voir RI n°245) trouve ses propres limites et provoque un effet boomerang qui vient percuter l'Etat américain sur son propre territoire. Et ce n'est pas le recours à «l'arbitrage» de l'Organisation mondiale du commerce

(OMC-ex-Gatt) - où les grandes puissances grenouillent et s'affrontent pour tenter d'en obtenir le contrôle - qui pourra mettre un terme à cette crise et aux rivalités. Plus que jamais, nous assistons à une véritable foire d'empoigne, au chacun pour soi, où les coups les plus bas sont permis. Aucune réglementation ne peut résoudre le problème qui bloque l'économie : celui d'un système capitaliste en faillite.

L'Europe au coeur de la bataille

Au-delà de son déséquilibre commercial vis à vis du Japon, Washington s'attaque donc tout naturellement et le plus largement possible à tous ceux qui contestent son leadership. Le Japon, comme les autres puissances, est convié à rabaisser ses prétentions ; notamment dans la zone Asie-Pacifique qui reste très convoitée. Mais plus encore, ce sont les Etats européens qui sont en ligne de mire, notamment quand ils viennent compliquer la situation en apportant leur grain de sel antiaméricain dans ce panier de crabes. Ce n'est donc pas un hasard si Jacques Chirac déclare que «la France n'aborde pas dans un esprit de confrontation la question de son déficit commercial avec le Japon».

Pourtant, les tensions commerciales ne sont pas moindres entre les bourgeoisies européennes et japonaises. Bruxelles a d'ailleurs porté plainte à l'OMC contre les taxes sur les alcools et les tensions sur le marché de l'automobile restent très fortes. Mais «l'inquiétude» des gouvernements européens vis à vis des sanctions portées au Japon n'est qu'une attitude hypocrite qui n'a pour autre but que de se démarquer de la politique américaine.

Ce jeu particulièrement complexe ne peut à son tour qu'aggraver les crispations et pousser les états à se recroqueviller davantage dans la défense de leur économie nationale.

Alors que la manipulation monétaire devient nécessaire mais «reste une arme insuffisante pour doper les exportations», il faut s'attendre à voir se multiplier les sanctions et les représailles. Pour le prolétariat, la note est déjà salée : augmentation du chômage, surexploitation et pression fiscale. Dans cette guerre du profit, le capital ne peut tenir qu'une seule promesse, celle de pressurer encore plus la classe ouvrière.

W (9 juin)

MASSACRES A BOUDENNOVSK

La guerre s'étend sur le sol russe

Les forces spéciales russes ont par deux fois pilonné l'hôpital de Boudennovsk dans lequel les rebelles nationalistes tchéchènes et leurs boucliers humains se trouvaient, massacrant par dizaines hommes, femmes, enfants, malades et personnel hospitalier ; à tel point que lorsque les «libérateurs» russes sont arrivés aux abords de l'hôpital, que Bassaïev et ses acolytes avaient évacué, ils ont été conspués par leurs compatriotes. Quelles soient russes ou tchéchènes, les populations seront toujours victimes des cliques bourgeoises qui s'affrontent. Les bourreaux ne seront pas plus cléments, ici comme ailleurs avec ceux qui auront la même nationalité qu'eux.

Comme nous le soulignons dans le numéro de décembre de ce journal, la guerre qui venait de commencer en Tchétchénie n'allait pas prendre fin de sitôt. Si la guerre constitue pour la bourgeoisie russe la seule manière d'empêcher d'autres sécessions, l'écrasement des indépendantistes tchéchènes cent fois annoncé par Eltsine et sa clique, mais pas encore réalisé loin s'en faut, traduit plus que jamais l'extrême faiblesse et la décomposition qui affecte l'appareil d'Etat russe. En réalité, les très grandes difficultés rencontrées par l'armée russe sur place ne sont pas de nature à empêcher d'autres républiques composant la Fédération de Russie, comme la Yakoutie par exemple, de vouloir arracher un jour leur indépendance. L'objectif politique visé par le Kremlin, qui d'ailleurs n'avait pas le choix, est donc complètement raté et la récente prise d'otages de Boudennovsk confirme pleinement cette perte de contrôle. Le gouvernement de Moscou est incapable de circonscrire le conflit à la seule Tchétchénie.

Tout semblait pourtant s'arranger pour les forces russes. Le 13 juin, ces dernières faisaient tomber Chatoï, dernier bastion important de la résistance tchéchène, à l'issue de combats violents qui ont duré plus d'une semaine. Cependant le lendemain, un commando d'une soixantaine d'éléments nationalistes désespérés prenait d'assaut la ville russe de Boudennovsk, à 70 km au

nord de la Tchétchénie, s'emparant, après avoir tué une quarantaine de personnes, de plusieurs centaines d'otages. Ainsi, après les massacres des populations de Grozny perpétrés par la soldatesque d'Eltsine, c'était aux Russes des villes environnantes de subir des exactions commises cette fois-ci par des bandes tchéchènes conduites par un certain Bassaïev. C'est avec une certaine complaisance que les médias nous ont tracé le portrait de ce valeureux guerrier luttant pour une noble cause, celle de «l'indépendance de sa patrie». Et oui, ce qui l'aurait entre autres poussé au terrorisme c'est le fait qu'il a perdu onze membres de sa famille, il y a quinze jours, lors d'une action militaire menée par les forces russes. En fait il s'était déjà distingué il y a trois ans quand lui et ses partisans luttèrent du côté des indépendantistes abkhazes contre les Géorgiens. A l'époque, Bassaïev luttait main dans la main avec les forces abkhazes et surtout russes qui avaient intérêt à abattre le régime géorgien alors en place à Tbilissi. A l'époque, véritable mercenaire, il faisait couler le sang des populations géorgiennes. Aujourd'hui il se fait l'ardent défenseur du nationalisme de sa propre bourgeoisie dont il a épousé la cause. Il n'y a strictement rien de valeureux pour la classe ouvrière là-dedans. Bassaïev participe à son petit niveau au déchaînement criminel du nationalisme qui, en Russie ou ailleurs, répand toujours l'horreur. Cependant, si tous les nationalismes se valent dans leur défense finale de l'ordre capitaliste, il faut néanmoins souligner le cynisme de la bourgeoisie russe et l'écœurante complicité de ses consœurs occidentales. Face au développement du chaos en Russie, tant sur le plan économique que sur celui des tensions guerrières, l'ensemble de la bourgeoisie des grandes nations dites démocratiques continue à soutenir Eltsine et sa faction pour assurer un minimum, c'est bien le mot, d'ordre dans le pays. Belle illustration du chaos dans lequel le système capitaliste continue à enfoncer l'humanité.

Au cours du sommet du G 7 qui s'est tenu dernièrement à Halifax au Canada, on a pu voir certains chefs d'Etat emboîter le pas à Eltsine qui, dans ses déclarations, n'a pas manqué bien sûr de dénoncer les terroristes tchéchènes preneurs d'otages. Ainsi le premier ministre canadien a condamné «l'attaque terroriste de Boudennovsk» tandis que Chirac dénonçait «les groupes terroristes et mafieux». Le message adressé à Eltsine est sans ambiguïté, non seulement il excuse toutes les abominations commises par l'armée russe depuis décembre 1994, mais en plus il a signifié un blanc seing pour toute intervention visant à libérer les otages russes de Boudennovsk : «Vas-y Boris, tu peux cogner fort, tu as notre soutien !».

Bassaïev et ses partisans ont eu beau relâcher les otages qu'ils avaient pris pour couvrir leur fuite, il n'en demeure pas moins que la bourgeoisie russe, même si elle s'est servie de l'événement pour tenter d'atténuer ses propres crimes, ne pourra «laver» cette humiliation internationale qu'en redoublant de violence vis-à-vis des séparatistes de Grozny. De toute façon, il en résultera d'autres actions commando du même type qui, à leur tour, nourriront les horreurs de la guerre.

DDT (20 juin)

Arkadi (24 juin)

La gauche affûte ses armes...

(SUITE DE LA PAGE 2)

C'est ainsi qu'entre les deux tours des municipales, on a pu entendre Emanuelelli, grand seigneur, proposer de retirer les listes du PS là où un maire FN risquait d'être élu, mais refuser énergiquement tout «front républicain» avec la droite, en clamant bien haut : «notre politique c'est l'union de la gauche». Et c'est encore l'intelligentsia de gauche et son cortège d'artistes qui mène maintenant campagne sur la meilleure manière de faire la guerre aux nouvelles municipalités FN de Toulon, d'Orange et de Marignane. Ces gens-là ne manquent pas de culot, quand on sait que le Front National doit une bonne part de ses succès actuels aux bons soins de la gauche qui, quand elle était au gouvernement, lui a donné de solides coups de pouce, que ce soit à coup de scrutin proportionnel ou de publicité médiatique !

C'est ainsi que l'utilisation médiatique des crimes racistes, comme celui du 1er mai à Paris, du 18 avril au Havre, ou de la «bavure» de Belleville, ont encore servi à alimenter l'image «radicale» de la gauche. L'affaire de Belleville, où une escouade de flics s'est mis à tabasser et à insulter la population juive et immigrée qui s'insurgeait contre leurs agissements, ou encore l'énorme publicité médiatique faite à la sortie du film «La Haine», sur le thème de la violence policière contre les beurs des banlieues, tout cela est parfaitement utilisé par la gauche pour nous faire marcher derrière elle pour la défense d'une police et d'un Etat «propres», contre les vilains flics racistes de droite. Comme si ce n'était pas les mêmes flics que sous la gauche qui opèrent aujourd'hui sous la droite. Cette propagande rappelle celle de l'époque des charters de Maliens ou des opérations «coups de poing» de Pasqua. A l'époque déjà, la gauche voulait nous faire oublier que c'est elle qui la première a mis en place les lois anti-immigrés, qui a restreint les possibilités de régularisation des étrangers et organisé la chasse aux clandestins et aux «irréguliers».

Ces campagnes ne visent pas autre chose qu'à entraîner la classe ouvrière derrière la défense de l'Etat bourgeois «démocratique», qu'à la pousser manifester derrière les principaux saboteurs de ces luttes, au nom d'intérêts qui ne sont pas les siens.

Raison de plus pour rester sourds à ces nouvelles manœuvres de séduction de la gauche et de ne jamais oublier ce qu'elle est : un défenseur patenté du capital.

PE (23 juin)

COUPE DU MONDE DE RUGBY EN AFRIQUE DU SUD

Derrière l'union nationale, la misère et la barbarie

C'est à grand renfort médiatique que la bourgeoisie internationale célèbre à travers l'organisation de la 3e coupe du monde de rugby, le premier anniversaire de la venue au pouvoir de Mandela dans le soi-disant «paradis démocratique et multiracial» que serait devenue l'Afrique du Sud.

Ces joutes sportives ont été minutieusement préparées par l'Etat sud-africain et les grandes démocraties occidentales pour présenter aux prolétaires du monde entier la nouvelle nation «arc-en-ciel» comme une réussite en matière de démocratie et de respect des «droits de l'homme». La clique à Mandela n'a pas ménagé ses efforts pour être à la hauteur de l'événement. L'armée a été placée en état d'alerte pour surveiller les festivités, et le gouvernement d'union nationale a appelé «le pays à s'unir derrière l'équipe nationale de rugby». Symbole du pouvoir blanc sous l'Apartheid, il devient aujourd'hui

un instrument au service de la réconciliation nationale.

Les murs des grandes villes ont été recouverts d'affiches à la gloire du ballon ovale, en utilisant à outrance l'image du seul joueur métis de l'équipe des Springboks, Chester Williams, déclarant : «Je suis noir, mais je vais jouer pour le pays tout entier». Les springboks et leurs supporters ont même été conviés à adopter comme nouvel hymne sportif le Shosholsha, chant traditionnel des travailleurs noirs. Voilà comment l'Etat sud-africain s'y est pris pour mystifier et encadrer les prolétaires. Nous devons dénoncer cette cynique campagne et arracher le masque démocratique qui a pour fonction de cacher l'horreur que le capitalisme en décomposition fait subir au prolétariat sud-africain. Le temps des promesses électorales de l'ANC est révolu, et le mot d'ordre de Mandela «une meilleure vie pour tous» a cédé la place au réalisme économique des lois du marché, tant décrié hier

par ceux-là mêmes qui règnent aujourd'hui à Pretoria.

La grande masse de la population sud-africaine vit toujours dans des townships, les ghettos de l'Apartheid, souvent sans électricité ni eau courante, et plus de 7 millions d'individus sont sans-abri. Plus de 37% de la main d'oeuvre noire est au chômage et les conditions de travail sont les mêmes qu'avant, en témoigne la mort de 106 mineurs dans les mines d'or en mai dernier. A ces conditions inhumaines, il faut ajouter que le prolétariat sud-africain vit aussi sous la terreur des affrontements interethniques et des règlements de compte meurtriers entre cliques bourgeoises, en particulier des affrontements entre l'Inkhata (parti Zoulou) et l'ANC de Mandela.

Après la terreur de l'Apartheid, le visage démocratique de l'an I du président Mandela est un cauchemar pour le prolétariat sud-africain.

EX-YOUGOSLAVIE

Les grandes puissances responsables de l'escalade guerrière

Toujours et encore plus de sang, toujours et encore plus d'horreurs et de misère. C'est le tribut que réclament les grandes puissances «démocratiques» dans l'ex-Yougoslavie, sous le prétexte mensonger d'imposer la «paix». Car avec la création de la Force de Réaction Rapide, c'est dans une implication directe de leurs armées nationales, dans un engagement militaire sans précédent depuis quatre ans que sont lancées les impérialismes français et britannique, et non plus sous le seul drapeau hypocrite de l'ONU. Et avec eux, ce sont les autres gangsters impérialistes occidentaux qui viennent de franchir un pas en avant dans la lutte à mort qui les anime. Il s'agit là d'un tournant historique, d'un saut dont les conséquences ne peuvent être qu'une aggravation accélérée des tensions entre les «grands», ces vautours du Groupe de Contact, et qui ne peut qu'ajouter encore à la terreur et aux horreurs existant sur le terrain entre les bourgeoisies locales. Ainsi, la reprise acharnée des combats entre les armées serbes et bosniaques nous montre déjà les effets de cette «force de paix». Comme elle montre ce que des millions d'êtres humains, décimés et déportés en masse depuis trois ans, peuvent attendre des «forces de paix» de la bourgeoisie, êtres humains qui sont les seuls véritables otages de la barbarie capitaliste.

Pour justifier la FRR, pour la faire passer aux yeux de la population et de la classe ouvrière, Paris et Londres ont mis en place une véritable mascarade, fondée sur le suspens mensonger et montée de toutes pièces des prises d'otages et de leur libération. Car les prises de Casques bleus par les Serbes se sont faites selon un scénario prévu, mis au point et préparé d'avance entre les Serbes de Bosnie, la Serbie de Milosevic, la France et la Grande-Bretagne.

Les prises d'otages : une mascarade pour justifier la guerre

Les virulents discours anti-serbes des dirigeants européens, tout le battage qui a déferlé dans les foyers grâce à l'ensemble des médias, prétendant «dénoncer» le «lâche» et «odieux» comportement des Serbes qui s'en prenaient aux «soldats de la paix et de l'humanitaire» étaient archi-faux, complètement bidons. Tout cela était cousu de fil blanc. Les déclarations de Chirac qui manifestait son «déplaisir» à parler au téléphone avec un Milosevic, ou qui, l'air bravache, déclarait : «On peut comprendre que des soldats soient blessés, voire tués, mais on ne peut admettre

que des soldats soient humiliés.», visaient à faire croire à une France décidée à ne plus s'en laisser montrer par ces sales «terroristes», tout en cachant ses véritables objectifs. Tout comme le battage fait autour de la libération des otages «sous la pression» de la France et la Grande-Bretagne, «devant leur détermination», n'était qu'un montage venant renforcer le mensonge que le vilain Serbe était l'objectif privilégié de la vindicte franco-anglaise.

Oui, les otages des Serbes ne risquaient rien. D'ailleurs, on les a revu frais et roses, après quelque temps de «musclation et de tennis de table», comme le disait un d'entre eux, qui précisait encore que les Serbes ne les «considéraient pas comme des ennemis.» Voilà qui est clair et simple. Mais en plus du mensonge des prises d'otages dans l'ex-Yougoslavie, qui a encore montré le degré de fourberie que la bourgeoisie peut atteindre, Londres et Paris s'en sont servies pour justifier leur arrivée en fanfare, pour intensifier leur présence militaire, avec tous les dangers qu'elle comporte. C'est aussi avec la pire bassesse qu'elles se sont servies des 71 morts de Tuzla pour achever de préparer les esprits à leurs projets guerriers. La satanisation de tel

ou tel n'est pas une nouveauté chez la bourgeoisie, c'est même une institution. Qu'on se souvienne des horribles massacres de Chabraet Chatila en 1982, perpétrés par les milices phalangistes libanaises avec l'aide de l'armée israélienne qui leur ouvrit les portes des camps, et qui fut le prétexte infâme à l'intervention massive des troupes anglaises, françaises, italiennes et américaines. Celle-ci, censée contrer les menées israélienne, permit en réalité une offensive de l'ex-bloc de l'Ouest contre la Syrie, et fut le prélude à de nouveaux massacres. Qu'on se souvienne encore des images mille fois resservies du petit David, otage du «diabolique» Saddam Hussein, utilisées pour exciter la haine «populaire» et justifier la guerre du Golfe en 1991, et ses 200 000 morts.

La FRR : une force de réaction anti-américaine

Les prises d'otages et la création de la FRR qu'elles ont voulu justifier ont constitué de véritables armes des bourgeoisies françaises et britanniques con-

tre leur rival américain. Après leurs rodomontades et leurs menaces creuses de retirer leurs Casques bleus -retrait qui serait pain béni pour les Etats-Unis-, la France et la Grande-Bretagne jouent à présent leur crédibilité en tant que puissances impérialistes de premier plan. C'est pour cela qu'elles ont mis au point toute cette manoeuvre politico-militaire dans le but de résister aux pressions du parrain américain. Aux raids aériens que les Etats-Unis ont effectué pour leur propre compte, sans l'accord de l'ONU, a donc répondu la FRR. Cependant, la rapidité avec laquelle cette FRR a été mise sur pied a montré qu'elle était préparée, planifiée par avance, n'attendant que le prétexte des prises d'otages, lui aussi prévu, pour se mettre en branle. Evidemment pas pour mettre la pâtée aux Serbes, mais pour couper l'herbe sous le pied des Etats-Unis. D'abord, les otages ont effectivement servi de boucliers... mais contre les frappes aériennes de l'OTAN -c'est-à-dire contre Washington- par rapport auxquelles Paris et Londres s'étaient fortement opposées. Ils ont aussi per-

mis de montrer du doigt l'inutilité des raids aériens, et surtout l'«irresponsabilité» des dirigeants américains qui mettaient en danger la vie des Casques bleus. Et le fait que les «otages» soient à large majorité français et britanniques était utilisé pour d'autant mieux mettre en lumière le «danger» de ces raids. Mais cela a encore permis à la face du monde les rencontres toutes privilégiées de la France et de la Grande-Bretagne avec Milosevic, qui se déclarait, la main sur le coeur, contre les prises d'otages.

Quant à la FRR, il est certain qu'elle est d'abord venue prêter main forte à des Serbes soumis à une pression militaire grandissante, faisant face à la fois à l'offensive croate en Slavonie, et à l'offensive bosniaque, en particulier autour de Sarajevo. Elle vient encore renforcer la présence sur le terrain des impérialismes français et britanniques, avec des troupes provenant d'unités de combats genre «Bérets verts», sous leurs propres uniformes nationaux. Mais surtout, la constitution de cette FRR est fondamentalement une tentative ouverte d'affaiblir les Etats-Unis, et une remise en cause de leur bras armé que constitue l'OTAN. C'est bien pour cela que la bourgeoisie américaine refuse de lui donner un seul dollar, et qu'elle a «découvert» le «scandale» des tractations secrètes entre Paris et les Serbes de Bosnie (révélées par le «New York Times» du 23 juin)

Le fonctionnement et la structure de cette force sont de toute évidence organisés de façon à évincer Washington. Ainsi, les troupes de la FRR, principalement françaises et britanniques, seront placées -tout en gardant leurs prérogatives nationales- sous commandement de la Forpronu, dont les deux commandants principaux sont comme par hasard un général français et un général anglais, donc des principales nations rivales actuelles des Etats-Unis et parmi les principaux alliés des Serbes. Mais en tout état de cause, quasiment en-dehors du contrôle américain. Ainsi, bien que la bourgeoisie américaine doive fournir une certaine logistique (radars, satellites, etc.), c'est à présent la FRR qui va aspirer à jouer le rôle de gendarme dans cette région, et venir concurrencer directement l'OTAN elle-même.

L'isolement et les difficultés des Etats-Unis

Dans le cynique et effrayant jeu de cache-cache auquel s'adonnent les membres du Groupe de Contact, la partie devient de plus en plus âpre et menaçante. Les derniers événements montrent que la bourgeoisie américaine est aujourd'hui en passe de perdre les points qu'elle avait gagnés il y a plus d'un an. La formation de la fédération croato-musulmane, le réarmement et la réorganisation des troupes bosniaques, les premières frappes de l'OTAN contre les Serbes avaient été autant d'éléments marquant l'avancée de ses intérêts dans l'ex-Yougoslavie. Aujourd'hui, avec une fédération croato-musulmane qui n'en a plus que le nom, avec l'offensive actuelle de ses rivales française et britannique, sa position dans la région, mais aussi au niveau international, marque le pas. L'offensive croate elle-même, bien qu'elle la serve de façon conjoncturelle car elle prend les Serbes en tenaille et les menace, ne peut à terme qu'aggraver cet affaiblissement. En effet, cette offensive profite encore bien plus à l'Alle-

L'union sacrée

Ils ont tous répondu présents. Du PS au PCF, en passant par la coterie de malfaiteurs de «gauche» menée par BHL, Glücksmann et consorts, ils ont tous appuyé la constitution de la FRR. Ces derniers, «intellectuels» notoirement «engagés», furent même les premiers à dire courageusement leur mot : «Il faut muscler la Forpronu», dénonçant, à l'instar de Juppé, les raids de l'OTAN. Le Parti «Socialiste», quant à lui, reprenait la même litanie antiaméricaine, mais demandait en plus au gouvernement - chacun sa part dans l'action de propagande guerrière, n'est-ce pas ? - «des éléments d'information qui, comme lors de la guerre du Golfe (1), permettront à l'ensemble du pays de soutenir l'intérêt national». En clair : donnez-nous les moyens

de mieux faire adhérer la population à vos menées guerrières ! Et le PCF se jettera encore plus résolument dans la campagne, déclarant ouvertement par la bouche de Hue, à «L'heure de vérité», le 4 juin, en plein battage sur les otages et la création de la FRR : «...s'il s'agit, ce qui semble le cas (1), d'une force capable de protéger les casques bleus, elle est nécessaire : je soutiens cette initiative.» Voilà ce que peuvent attendre les prolétaires de leurs soi-disant «protecteurs», qui s'appêtent à leur faire accepter aujourd'hui les massacres présents et à venir, au nom de la paix, et qui les enverront demain au casse-pipe, pour défendre les intérêts impérialistes de la «nation».

Albizzia

(1) Souligné par nous.

TOURNÉE DE KOHL AU MOYEN-ORIENT

Un pas de plus dans la montée en puissance de l'Allemagne

A peine Kohl achevait-il, le 7 juin dernier, une tournée de 6 jours au Proche-Orient, qu'immédiatement le secrétaire d'Etat américain W. Christopher marchait sur ses traces. Et pour cause : si le perpétuel va et vient d'émissaires de Clinton est monnaie courante dans cette région du monde, la tentative de percée qu'opère actuellement l'impérialisme allemand sur les chasses gardées américaines constitue un fait important dont les motivations viennent s'opposer aux intérêts de Washington.

Le récent voyage du chancelier allemand au Proche-Orient revêt un sens radicalement différent de celui qu'il avait effectué en 1983/84. C'est-à-dire avant l'effondrement du bloc de l'Est, avant que l'Allemagne et les Etats-Unis - autrefois alliés au sein d'un bloc de l'Ouest aujourd'hui définitivement disloqué - ne se livrent une lutte à mort pour la défense de leurs intérêts impérialistes respectifs. Pour ce faire, tous les moyens sont bons et aux camouflés essayés par les uns répondent les coups bas fomentés par les autres. Et s'il y a un camouflet que l'Allemagne n'a pas

digéré, c'est bien celui que viennent de lui infliger les Etats-Unis, par Turquie interposée. Un tel revers constitue une grosse pierre lancée par Washington dans le jardin de Bonn, dont la réaction ne s'est d'ailleurs pas faite attendre. Car bien que programmée de longue date, la tournée de Kohl au Proche-Orient n'en fournissait pas moins à la bourgeoisie allemande une excellente occasion d'aller mettre les pieds dans le plat de sa rivale d'outre-Atlantique.

Etape au Caire, en Jordanie, halte chez Arafat et puis, surtout, une visite de trois jours, plutôt remarquée, en Israël. Lorsque l'on sait les liens extrêmement étroits, tant économiques que militaires, qui unissent Israël et les Etats-Unis, faisant d'Israël le bastion le plus fondamental et le plus solide des intérêts américains dans la région, et lorsqu'on sait, d'autre part, que les relations entre les états juif et allemand ont toujours été, du fait d'un contentieux historique évident, assez difficiles, la visite de Kohl en Israël, et l'accueil chaleureux qui lui fut alors réservé, ne peuvent dès lors que prendre un relief tout particulier.

De façon générale, il s'agit avant tout pour l'Allemagne de montrer qu'il faut désormais compter avec elle et, pour ce faire, d'utiliser au mieux les atouts économiques dont elle dispose encore largement afin de renforcer son influence dans la région .

Et c'est en "banquier" du processus de paix, entouré d'une armada d'hommes d'affaires, que Kohl a sillonné le Proche-Orient, signant avec l'Egypte un important protocole de coopération économique, confirmant à Jérusalem sa participation à la construction d'un barrage sur le Jourdain, et discutant de possibles "rallonges" avec Arafat, qui, manifestement attend beaucoup d'une Allemagne déjà premier bailleur de fond de l'"autonomie" palestinienne exsangue.

Mais la tentative de percée de l'Allemagne au Proche-Orient ne se limite pas à l'utilisation de l'arme économique. Outre la vente de matériels militaires, la bourgeoisie allemande tente aussi de se poser en médiateur des négociations israélo-arabes, cherchant ainsi à doubler les Etats-Unis précisément au moment où ceux-ci cherchent à

faire aboutir les négociations israélo-syriennes à propos du Golan et où se poursuivent les tractations israélo-palestiniennes. L'Allemagne, n'en doutons pas, fera tout pour mettre des bâtons dans les roues de l'oncle Sam. En effet, dans la guerre à mort que se livrent les différents requins impérialistes, la règle d'or est actuellement la suivante : faute de pouvoir éliminer le rival, utiliser toute opportunité pour le déstabiliser en "foutant la merde" dans ses points d'appui traditionnels.

La tentative de percée actuellement opérée par l'Allemagne au Proche-Orient est significative. Outre qu'elle constitue une illustration supplémentaire du "chacun pour soi" à outrance qui régit aujourd'hui les rapports entre vautours impérialistes, elle révèle également l'intensification de la concurrence entre les grandes puissances.

Mais cette intensification devient elle-même un facteur aggravant le déchaînement de la barbarie guerrière et le développement du chaos mondial.

Marion

(SUITE PAGE 6)

ITALIE, ALLEMAGNE, ETATS-UNIS

Partout, le prolétariat paie la note de la crise

La bourgeoisie et tous ses docteurs en économie continuent à nous parler de « reprise », sur un ton cependant de moins en moins triomphaliste. Hier, on nous promettait pour demain les fruits de cette reprise, aujourd'hui on nous les laisse entrevoir pour après-demain, peut-être, si tout va bien. Tout cela n'est que mensonge. L'ensemble de la classe dirigeante le sait pertinemment. La situation de faillite dans laquelle elle se trouve l'oblige à attaquer dès maintenant, et partout, le niveau de vie des prolétaires. Dans tous les pays il est question de démanteler, le peu qui reste, des structures dites de « protection sociale » mises en place au lendemain de la guerre. Ainsi courant avril, le Bureau International du Travail donnait le ton en préconisant entre autres mesures une drastique réforme du système des retraites. Et c'est avec diligence que la bourgeoisie italienne vient d'appliquer ses conseils.

Réforme des retraites en Italie, une attaque d'envergure

Le nouveau gouvernement italien conduit par Lamberto Dini vient donc de réussir là où son prédécesseur Berlusconi avait échoué. En polarisant l'attention ouvrière, à grand renfort de matraquage médiatique sur les référendums, la bourgeoisie a pu, avec l'aval des syndicats, faire passer la réforme du calcul des retraites. Les salariés, actifs ou en retraite, essuieront les plaques. Dans ce pays où le déficit public détient le record des pays européens, le paiement des retraites est devenu insupportable pour l'Etat. Début 1994, il représentait 10% du PIB, soit le pourcentage le plus élevé d'Europe. Mais, jusqu'à présent, n'importe quel travailleur italien pouvait cesser de travailler à tout âge du moment qu'il totalisait trente-cinq ans de cotisations. Désormais, il faudra avoir cotisé quarante annuités. Pour en bénéficier, l'âge minimal est de 57 ans et il devrait progressivement arriver à 62 ans en 2008. Quant aux cotisations-vieillesse, elles passeront, en cas d'accord définitif, de 27 à 33% du salaire. Et le projet

de réforme prévoit l'accélération du processus d'harmonisation entre les systèmes de retraite des secteurs privé et public, ce dernier s'alignant sur celui moins avantageux du privé.

Cette « redéfinition » va permettre à l'Etat de réaliser une économie de l'ordre de 50 milliards de francs. Mais ce n'est pas tout ; il est également question d'un tour de vis fiscal concernant les impôts directs et la TVA. L'exemple de l'Italie constitue donc en Europe l'exemple le plus brutal des attaques menées contre la classe ouvrière. Certains « spécialistes avisés » de la bourgeoisie ne manqueront pas d'objecter que dans le cas de l'Italie, c'était nécessaire, vu l'ampleur de l'endettement dans ce pays. Pourtant, ce sont les mêmes perspectives de dégradation des conditions de vie du prolétariat qui sont à l'ordre du jour en Allemagne, première puissance industrielle européenne.

Poussée du chômage en Allemagne

D'après l'Office fédéral du travail, l'Allemagne entre à présent dans une période de « croissance non créatrice d'emplois ». La bourgeoisie s'enorgueillit de la baisse du taux de chômage, qui serait passé pour la troisième fois en trois mois de 9,6 à 9,4 %, baisse provenant essentiellement d'une décade dans les Länder de l'est. En fait, dans le cœur économique du pays, à l'ouest, le chômage est en train de repartir de plus belle. Ainsi, en mars, dans l'ancienne RFA, le nombre de chômeurs a augmenté de 5000, et de plus de 13 000 en avril. Comme le déclarait, W. Scheremet, un expert de l'Institut berlinois de recherche économique : *« Les entreprises ont embauché dès le début de la reprise, l'an dernier, et pour ainsi dire fait le plein de salariés. Depuis deux mois, le chômage est de nouveau en hausse, et la croissance est trop incertaine pour permettre une véritable reprise sur le marché du travail. »* Certains secteurs ont en effet embauché, mais rappelons tout de même qu'entre 1993 et 1994 c'est plus d'un million

d'emplois industriels, soit 13% des effectifs initiaux, qui ont été supprimés dans tout le pays. Et aujourd'hui, l'appareil productif allemand, malgré des gains de productivité, est comme les autres contraint de licencier, étant donné l'absence de reprise. En effet, face à un marché mondial saturé, ses coûts de production sont désormais trop élevés comparativement à ses concurrents européens, américain et japonais, phénomène largement aggravé par le renchérissement du mark sur les places boursières internationales. Si les produits « made in Germany » ne veulent pas être éliminés par la concurrence, il va falloir que la bourgeoisie allemande réduise au maximum le coût de la force de travail. En conséquence le sens de toutes ces déclarations d'experts est clair : c'est à tour de bras que la classe exploiteuse d'outre-Rhin va devoir jeter à la rue des centaines de milliers de prolétaires et baisser, le plus qui lui est permis, les salaires des actifs. Enfin, l'agressivité redoublée de ce capital sur les marchés ne pourra qu'obliger les autres bourgeoisies nationales à pratiquer la même politique. Mais c'est encore au sein de la première puissance économique mondiale, les Etats-Unis, que la situation se dégrade très sérieusement.

Attaque généralisée sur le salaire social aux Etats-Unis

La situation de l'économie outre Atlantique ne laisse pas d'inquiéter l'en-

semble de la bourgeoisie. Alors que les économistes prévoyaient pour le mois de mai 164 000 créations d'emplois, vendredi 2 juin, ce fut la douche froide. Au lieu du chiffre attendu, 101 000 emplois ont été supprimés ! Les « experts », toujours eux, craignent aujourd'hui que la récession aux Etats-Unis ne soit très proche, et redoutent de plus en plus un nouveau krach financier du type de celui de 1987. Récession, faillites en cascade, licenciements, montée en flèche du chômage, tempête financière, telle est bien la perspective. Mais plus encore que dans le cas allemand, étant donné l'importance de l'économie américaine sur les marchés mondiaux, cette situation va avoir des répercussions considérables. En ruinant la confiance des investisseurs, en faisant baisser la demande sur le marché intérieur américain, la récession va entraîner une chute des exportations de tous les pays en direction des Etats-Unis. Et déjà, outre Atlantique, jamais depuis les années trente le prolétariat n'avait été autant attaqué. Pour exemple, courant mai, le Congrès américain a approuvé un projet de budget prévoyant sur sept ans près de mille milliards de dollars d'économie ! Et comment la bourgeoisie va-t-elle s'y prendre ? Comme d'habitude en cognant à coups redoublés sur la classe ouvrière. Ces économies budgétaires seront donc réalisées grâce à l'élimination de centaines de programmes et de budgets sociaux, qui seront désormais gérés par les Etats fédéraux. En fait, à charge

pour eux de les supprimer. Les coupes les plus importantes interviendront dans les programmes d'assurance santé pour les personnes âgées et pour les plus démunis. 35 millions de personnes vivent pourtant déjà en-dessous du seuil de pauvreté, y compris nombre de salariés dont les revenus ne leur permettent même pas de se soigner ni de se loger. Alors bien sûr les Démocrates, l'équivalent de la gauche, ont eu beau jeu de dénoncer ce projet, voté par un Congrès majoritairement républicain, comme étant une attaque contre les classes moyennes et défavorisées. Derrière les oppositions de façade, il y a un accord total. D'ailleurs souvenons-nous des belles promesses faites par Clinton qui s'était engagé en 1992 à offrir l'équivalent de la Sécurité sociale pour tous, ainsi que des retraites et des aides pour tous les prolétaires d'Amérique !

La faillite retentissante du capitalisme met donc aujourd'hui clairement à l'ordre du jour, non pas un nouveau New Deal comme ce fut le cas après la crise de 1929, mais le démantèlement définitif de l'Etat-providence, du « Welfare State ». La bourgeoisie américaine montre l'exemple. Il n'y aura pas de « reprise ». La seule reprise à laquelle le prolétariat mondial doit s'attendre, c'est celle des attaques frontales contre toutes ses conditions d'existence.

Arkadi

EX-YOUGOSLAVIE

Les grandes puissances responsables

(SUITE DE LA PAGE 5)

magne, alliée privilégiée de la Croatie, et concurrente de l'Amérique, une Allemagne qui pose ses pions discrètement mais efficacement, et qu'on voit à présent participer elle aussi, en tant que nation, à la FRR, sous couvert de faire de l'« assistance médicale ».

Même l'alliance de l'Amérique avec la Russie qui, sans y mettre son veto, s'est déclarée contre la création de la FRR, est une alliance fragile, car Moscou est une alliée privilégiée des Serbes.

Aussi, de quelque côté qu'ils se tournent, les Etats-Unis voient leur leadership contesté et remis en cause toujours plus violemment. Ainsi, Washington est prise au piège des limites qu'elle a imposées à son intervention dans l'ex-Yougoslavie. Enfermé dans les contradictions de ses difficultés intérieures, assujéti à la politique de « zéro mort » qui le contraint à ne pas engager de troupes dans cette zone à hauts risques, Clinton est réduit pour le moment à faire de belles démonstrations navales sur la côte Adriatique, sans succès.

Aujourd'hui, les grandes puissances viennent de rentrer dans une nouvelle

phase aggravée de leur affrontement, car la FRR n'est pas là pour faire joli, pas plus qu'elle n'est là comme « force de paix ». Elle est clairement une force de guerre, une force de défense des intérêts impérialistes de la coalition franco-britannique, coalition qui s'oppose à des Etats-Unis dont la réaction est inévitable, des Etats-Unis dont la politique impérialiste fondamentale est de chercher à imposer leur leadership partout dans le monde, et précisément sur leurs anciens alliés. Cette situation est pleine de dangers, fragilisée à l'extrême, pleine à craquer de risques d'extension des combats à l'ensemble des Balkans, et de massacres en tous genres.

La classe ouvrière des pays développés ne peut rester indifférente à la gravité de cette situation, pas plus qu'elle ne doit tomber dans le piège que lui a tendu la bourgeoisie à travers les « otages ». Il est de sa responsabilité première de comprendre les enjeux gravissimes qui se posent aujourd'hui, comme de comprendre qu'elle seule peut mettre fin par ses luttes à ce système de barbarie et de terreur.

KW (22 juin)

ELECTIONS EN ESPAGNE

Les "socialistes" se préparent à retourner dans l'opposition

Le 18 mai se sont déroulées en Espagne les élections régionales et municipales. Ce fut la débâcle pour le parti au pouvoir, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE), qui va perdre le gouvernement de presque toutes les régions où l'on votait, surtout des plus emblématiques (les Asturies, par exemple). Par ailleurs les plus grandes villes (Saragosse, Valence, Madrid) sont maintenant aux mains du grand gagnant de ces élections, le Parti Populaire (PP, droite). L'objectif premier de ces élections pour la bourgeoisie espagnole, à l'image de la bourgeoisie française, était de commencer à pousser le PSOE dans l'opposition, pour que ce parti puisse jouer pleinement son rôle contre la classe ouvrière.

PSOE : treize années d'attaques contre la classe ouvrière

Le PSOE est au gouvernement depuis 1982. Sa victoire en 1982 fut le résultat des mêmes causes que celle, en 1981 en France, de Mitterrand : la faiblesse et l'arriération de la droite. Historiquement, les divisions de la droite en Espagne sont fortes, entre un PP ultranationaliste, profondément imprégné de franquisme, et les partis nationalistes basque et catalan. C'est pourquoi le PSOE s'est retrouvé en 1982 à la tête du gouvernement, seul parti avec une véritable implantation sur tout le territoire espagnol.

Le PSOE, pendant ces 13 dernières années, a suivi à la lettre une politique anti-ouvrière qu'aucun parti de droite ne pourrait lui envier : restructurations à répétition, fermetures des chantiers

navals, des mines, des aciéries, dans l'automobile (SEAT et Santana), démantèlement de la législation du travail, implantation systématique de la précarité de l'emploi, surexploitation et chantage aux horaires. Voilà les « lettres de noblesse » d'un parti qui se dit d'« ouvrier ». Le discrédit du PSOE est aussi fort, sinon plus, que celui du PS en France. A tel point que son syndicat, l'UGT, officiellement lié au PSOE, a dû, déjà depuis quelques années se démarquer du parti « frère » pour ne pas sombrer.

Vers un retour du PSOE dans l'opposition

Certains dirigeants du PSOE se plaisent dernièrement à raconter des sornettes sur l'amélioration économique et celle du marché du travail. Mais on sait très bien que les attaques vont redoubler de violence contre la classe ouvrière. Tout porte à croire que les travailleurs vont réagir. A l'heure actuelle, à côté des syndicats, la seule force politique dont dispose la bourgeoisie pour encadrer les ouvriers est la coalition Izquierda Unida, « gauche unie », dominée par le PCE. IU a profité, à gauche, de la débâcle du PSOE. Mais s'il y a une chose que IU a comprise c'est bien le fait qu'elle doit tout faire pour que le PSOE sorte du gouvernement. La bourgeoisie a bien compris que IU n'a pas les moyens, à elle seule, même avec les syndicats, de « tenir les ouvriers ». Ainsi, avec un acharnement très conséquent, IU dénonce le PSOE et se refuse à établir la moindre alliance dans les municipalités ou les régions qui pourraient être encore « sauvées »

par la gauche. A côté de cela, IU a sorti un nouveau concept : le « felipisme », du prénom du chef du gouvernement. Le « felipisme » serait le « mauvais PSOE », le PSOE qui « fait la politique de la droite ». L'objectif de ces discours verbeux d'Anguita, leader de IU, est d'accréditer l'idée et l'illusion de l'existence d'un « vrai » PSOE, vraiment « socialiste », « à la base ». Ainsi, dans la stratégie de la gauche dans l'opposition, IU, joue, à elle seule, le double rôle du PC et de LO en France.

Aujourd'hui, la bourgeoisie espagnole a compris que le PSOE doit prendre pleinement sa place dans l'opposition, afin de mettre ses rangs en ordre de bataille et saboter au mieux les luttes ouvrières qui s'annoncent. Ainsi, l'attitude des nationalistes catalans, seul parti à soutenir le gouvernement, est claire : à la première occasion, ils le laissent tomber. De plus, dans beaucoup de fédérations du PSOE « se lèvent de plus en plus des voix pour demander un effort pour revenir dans la rue » et faire une « opposition qui colle au terrain ». (El País, 12/06/95) Côté corruption, certains s'appliquent déjà à trouver « le Jospin espagnol », le Monsieur Propre qui nettoiera les écuries socialistes.

Bientôt, la droite sera au pouvoir. Avec elle, les attaques ne peuvent que redoubler. Et la classe ouvrière espagnole va retrouver sur son chemin un nouvel obstacle : un PSOE, qui va essayer de faire oublier ce qu'il est, un parti qui, au pouvoir comme dans l'opposition, est un parti de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

P.

VIE DE L'ORGANISATION

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de «RI» ou 5 de la «Revue Internationale», ou des numéros encore disponibles du «Bulletin d'Etudes et de Discussions».

SOUSCRIPTIONS

D. D. (Grenoble) : 297. K. (Strasbourg) : 80. Pet B : 330. J.P.C. : 25.

Marseille : Réunion publique du 29 avril : MIR : 50 ; MOR : 50.

Toulouse : Réunion publique du 19 mai : AM : 100 ; Da : 100 ; Ros : 100 ; Jo : 100 ; CH : 100 ; RA : 200 ; Jo : 200.

Total : 1732

Lisez la Revue Internationale

A paraître :

Courant Communiste International
Revue
Internationale / 82
3ème trimestre 1995 15ff / 100 fb

Editorial
PLUS LES PUISSANCES PARLENT DE PAIX,
PLUS ELLES SÈMENT LA GUERRE

XI^e Congrès du CCI
LE COMBAT POUR LA DÉFENSE
ET LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION
RÉSOLUTION
SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

Révolution allemande (II)
LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION

Réponse au BIPR
LA NATURE
DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des **réunions publiques** et des **permanences** dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les **réunions publiques**, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les **permanences**, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME :

Ex-Yougoslavie : plus ils parlent de paix et plus ils sèment la guerre

LILLE

Permanence le samedi 17 septembre 1995 à 14 h 30, à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le 2ème dimanche de septembre de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine. De plus, le CCI diffusera sa presse le lundi 4 septembre, à l'occasion de la braderie.

LYON

Réunion publique le samedi 1er juillet à 15 h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonnins).

Permanence les vendredis 28 juillet et 1er septembre) à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, les vendredis 28 juillet et 1er septembre de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 26 août à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.

Permanence les mardis 4 juillet, 1er août et 5 septembre de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).

Vente de la presse les samedis 8 juillet et 19 août de 11h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence les vendredis 7 juillet, 25 août et 8 septembre), à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Vente de la presse à la station du tramway, place du commerce, tous les deuxièmes mardis du mois, de 17h15 à 18h.

PARIS

Permanence les samedis 8 juillet, 5 août, 26 août et 2 septembre, de 18h à 20h. En juillet et septembre au 27 avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy. En août rendez-vous devant le restaurant "A la bonne bière", rue du Fbg du Temple, métro République.

Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

TOULOUSE

Réunion publique les vendredis 28 juillet et 25 août à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

Permanence les vendredis 7 juillet, 21 juillet, 4 août, 18 août et 1er septembre, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 9 juillet, 23 juillet, 6 août, 20 août et 10 septembre, de 10h30 à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS

Permanence les samedis 8 juillet et 26 août à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.

Vente de la presse les samedis 8 juillet et 19 août, puis, à partir de septembre, tous les deuxièmes samedis du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-des-corps, place de la Mairie.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les

comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :

« Contact » - rue Lepneveu

BORDEAUX :

« Le Roi Lire » - rue S^c-Catherine

BREST :

« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

« Le Papyvire » - 3, rue de l'Ente

Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras

« Maison de la Presse » - place de Jaude

DIEPPE :

« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

« Le Sphinx » - 6, rue Brocherie

« L'encre sympathique » - 6, rue

Saint-Laurent

LAVAL :

« Point presse » - Centre C^{ial} La-Mayenne

« Maison de la Presse » - place

de La-Trémoille

LEHAVRE :

« Presse des Halles » - 27, place

des Halles-Centrales

LILLE :

« Galerie » - 57, rue de Béthune

Café-restaurant « Le Rainbow » -

17, rue du M^o-de-Lattre-de-

Tassigny

« Le Comte de Monte-Cristo » -

Centre commercial V2, n^o 84,

Villeneuve-d'Ascq

LYON :

« La Gryphe » - 5, rue

Sébastien-Gryphe (7^e)

« La Proue » -

15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

« Odeur du Temps » - 35, rue

Pavillon (1^{er})

« Librairie des 2 Mondes » -

52, rue des Trois-Mages (6^e)

« Kiosque de la Presse » -

56, bd de Strasbourg (face aux

Douanes)

MELUN :

« La Porte Ouverte » -

19, rue du G^o-de-Gaulle

MONTAUBAN :

« Maison de la Presse » -

rue de la République

MONTPELLIER :

Librairie « Sauramps-Le

Triangle » - Allée J.-Milhaud

NANTES :

« Vent d'Ouest » -

5, pl. du Bon-Pasteur

« Lanoë » - 2, rue de Verdun

« Librairie des Boulevards » -

20, bd des Anglais

NICE :

« Le Temps de Vivre » -

50, bd de la Madelaine

ORLÉANS :

« Temps Modernes » - rue N-D-

de-la-Délivrance

PARIS :

« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue

d'Alésia (14^e)

« Parallèles » - 47, rue St-

Honoré (1^{er})

« FNAC » - Forum des Halles

(1^{er})

« La Boulangerie » - 67, rue de

Bagneux (Montrouge)

SAINT-ETIENNE :

« Librairie de Paris » - rue

Michel-Rondet

« Utopia » - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

« Le Temps de Vivre » - 71, rue

Jean-Jaurès

TOULON :

« Hall de Presse » - bd M^o

Leclerc

TOULOUSE :

« Toulouse Presse » - 60, rue

Bayard

« FNAC » - 81, bd Carnot

« Les Arcades » - place du

Capitole

TOURS :

« Librairie » - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ

PARLES.N.M.P.P.

Imprimerie G.-Tautin - 9, cité

Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van

Celst

Numéro de Commission paritaire :

54267

PUBLICATIONS DU CCI

*Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :*

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm -
SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-
BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
Allemagne

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(Inde) (publication en langue Hindi)
Ecrire à l'adresse de World Revolution,
avec la mention : W.R./C.I.

BROCHURES

La décadence du capitalisme (15 F + 8F/18F pour frais d'envoi)

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I. (15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe (15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie (80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme (20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (nouvelle édition) (15 F + 8 F/18F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) : FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
- *Revue internationale* : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : **R.I. - CCP 2023302X - PARIS** à adresser à la boîte postale de RI. Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure, soutien...)

**RI, BP 2806 -
75028 PARIS CEDEX 01**

LE COMBAT PERMANENT DES RÉVOLUTIONNAIRES CONTRE LA GUERRE

Les guerres modernes ont la propriété d'être présentées mensongèrement comme des guerres «défensives». C'est déjà la grande mystification que dénoncent les militants du parti social-démocrate russe avec Lénine dont nous publions des extraits d'un article de 1914, intitulé «L'Internationale et la 'défense nationale'». La configuration des contrastes impérialistes à la veille de la première guerre mondiale présente de nombreuses similitudes avec la période actuelle. Cela ne signifie pas que nous serions à la veille d'un troisième conflit mondial, mais confirme que la barbarie du capitalisme se prolonge et est rigoureusement du même ordre. L'article de Lénine démontre comment la question de la guerre n'est pas un problème indifférent aux débats des deux premières Internationales, le problème y est constamment envisagé. Il affirme que le combat contre la guerre est une composante essentielle avec le combat contre l'exploitation économique de la lutte du prolétariat pour mettre à bas

le capitalisme. Mais mieux encore, contre tous les juges modernistes et contre-révolutionnaires de l'histoire qui se lamentent sur l'impuissance et la faillite de la IIe Internationale face à la guerre mondiale, Lénine démontre que le cœur du combat des Internationales a été maintenu, même après leur disparition ou faillite, par le noyau de militants qui n'avaient cessé de combattre l'opportunisme des futurs traîtres chauvins. C'est cette continuité et pugnacité du combat qui ont permis de renforcer l'éruption du prolétariat révolutionnaire contre la guerre en 1917 et de constituer la IIIe Internationale. Ainsi, même dans une période aussi dramatique, une poignée de révolutionnaires, héritiers de la tradition marxiste bafouée, a prouvé que ce n'est qu'en maintenant le flambeau de l'Internationalisme contre les social-chauvins qui les accusaient de défendre des conceptions «surannées», qu'il était possible de mettre fin à la guerre par la perspective de la révolution.

Il n'est pas vrai que l'Internationale ait consacré trop peu d'attention au problème de la guerre. Presque tous les congrès internationaux s'en sont occupés. Un rappel des faits suffira. L'ancienne Internationale a consacré à ce problème deux résolutions en deux congrès. La IIe Internationale s'y est arrêtée dans huit congrès et huit résolutions. Elle a, en outre, traité, dans cinq résolutions, la question coloniale.

Il est inexact que l'Internationale ait enseigné aux ouvriers qu'ils n'avaient qu'à se demander si une guerre était défensive pour que la question fût tout de suite tranchée et qu'il ne leur restât qu'à mettre le fusil sur l'épaule et à exterminer «l'ennemi». Quiconque prendra la peine de parcourir les résolutions authentiques de la Ière et IIe Internationale se convaincra que rien d'analogue n'a jamais été résolu. Examinons ces résolutions :

Depuis Marx, le combat des révolutionnaires contre la guerre

En 1867, au congrès de Lausanne, la Ière Internationale élabore une motion détaillée sur la guerre. Le point essentiel est dans l'indication qu'il «ne suffit pas de supprimer les armées permanentes pour en finir avec les guerres, mais qu'une transformation de tout l'ordre social est à cette fin également nécessaire». En 1867, au congrès de Bruxelles, l'Internationale «recommande tout particulièrement aux ouvriers de cesser le travail dans leur pays en cas de guerre». Le Conseil général de la Ière Internationale adopte, en 1866, au début de la

guerre austro-prussienne, une résolution dans laquelle il recommande aux prolétariats de considérer ce conflit comme celui de deux despotes et de tirer parti de la situation pour leur propre émancipation.

Dans un manifeste aux trade-unions, en juillet 1868, le même Conseil général, dans lequel on n'ignore pas que Karl Marx exerçait une influence prépondérante, écrivait : «Les bases de la société doivent être dans la fraternité des travailleurs, libérés des mesquines rivalités nationales. Le travail n'a pas de patrie.»

Telles sont les résolutions de la Ière Internationale. A la conférence de Londres, en 1888, les députés social-démocrates reçoivent le mandat de travailler à l'institution de cours d'arbitrage pour la liquidation des conflits entre Etats.

Au premier congrès de la IIe Internationale (Paris, 1889), une résolution antimilitariste précise est prise. Revendication principale : la substitution des milices populaires aux armées permanentes. En 1891, le congrès de Bruxelles, «considérant que la situation de l'Europe devient chaque année plus menaçante(...), considérant les campagnes chauvines des classes dirigeantes, invite tous les travailleurs à protester, par une agitation incessante, contre toutes les tentatives de guerre et (...) déclare que la responsabilité des guerres retombe en tout cas (...) sur les classes dirigeantes».

En 1893, le congrès de Zurich déclare : «La social-démocratie révolutionnaire internationale doit s'insurger avec la plus grande énergie contre les aspirations chauvines des clas-

ses dirigeantes. Les représentants des partis ouvriers sont tenus de refuser tous les crédits militaires et de protester contre le maintien des armées permanentes.»

En 1900, au congrès de Paris, l'Internationale décide catégoriquement que : «Les députés socialistes de tous les pays sont inconditionnellement tenus de voter contre toutes les dépenses militaires, navales, et contre les expéditions coloniales.»

En 1907, à Stuttgart, après avoir examiné la question sous tous ses aspects, l'Internationale adopte une résolution circonstanciée, dont le passage le plus important est celui-ci : «Si la guerre éclate pourtant, les socialistes ont pour devoir d'intervenir pour en hâter la fin et tirer de toute façon parti de la crise économique et politique, pour soulever le peuple et précipiter par là même la chute de la domination capitaliste.»

En 1910, à Copenhague, la résolution de Stuttgart est confirmée et l'Internationale déclare une fois de plus que c'est «le devoir invariable» des députés socialistes de refuser tous les crédits de guerre.

En novembre 1912, au congrès de Bâle, réuni pendant la guerre des Balkans, l'Internationale formule une claire menace de révolution si les gouvernements criminels vont jusqu'à la guerre mondiale. «Que les gouvernements n'oublient pas, déclare le congrès de Bâle, que la guerre franco-allemande a provoqué l'éruption révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces révolutionnaires des peuples de la Russie. Les prolétaires considèrent comme un

crime de se tirer les uns sur les autres pour les bénéfices capitalistes, les rivalités dynastiques et les traités diplomatiques secrets.» Tel était jusqu'à présent, le langage de l'Internationale. On chercherait en vain dans ces motions une approbation de la guerre même défensive.

1914 : La «défense nationale» signe l'arrêt de mort de la IIe Internationale

L'Internationale disait comment combattre la guerre, comment agir quand la guerre éclate. Elle disait : «Votez contre les crédits, appelez les masses au combat, préparez la guerre civile (la Commune donnée en exemple); rappelez-vous que les guerres ne sont que violences des classes dirigeantes contre les ouvriers, qu'elles sont enfantées par l'ordre capitaliste. Elle appelait à la lutte contre la guerre moderne». (...) Mais aujourd'hui!... Comme les social-chauvins de tous les pays l'ont déshonorée, l'Internationale!

L'Internationale n'a jamais dit que les socialistes dussent participer à la «défense nationale» dans toute guerre défensive. (...) Dans les guerres impérialistes qui caractérisent toute notre époque, l'assaillant peut demain se trouver en état de défense et vice versa. Pour cette raison déjà, l'Internationale ne pouvait conseiller en toutes occasions la guerre défensive. Il ne faut pas confondre les fâcheuses déclarations isolées de quelques leaders socialistes avec l'opinion de l'Internationale. (...) La différence entre une guerre offensive et la guerre défensive est, dans la

majorité des cas, tout à fait douteuse, écrivait Kautsky lui-même en 1905. Et, en 1907, au congrès de la social-démocratie allemande, à Essen, Kautsky, répliquant à Bebel, disait encore : «En réalité, la question ne se posera pas pour nous en cas de guerre par rapport à telle ou telle nation isolée, car la guerre entre les grandes puissances deviendra une guerre mondiale et ne se limitera pas à deux Etats. Il arrivera qu'un beau jour le gouvernement allemand tentera de berner les travailleurs allemands, en leur assurant que la France est l'agresseur. Le gouvernement français fera de même de son côté. Et nous serons les témoins d'une guerre dans laquelle les ouvriers français et allemands, également enthousiastes et suivant leurs gouvernements, s'égorgeront entre eux.»

(...) L'Internationale n'a jamais justifié ni préconisé ce qu'ont fait les social-chauvins en Allemagne, en Autriche, en France et en Belgique. Le simple recueil des résolutions de l'Internationale constituerait le meilleur réquisitoire contre les opportunistes qui les ont déchirées, amenant l'Internationale même au krach. Les opportunistes étaient très forts dans l'Internationale, mais pas assez pour affirmer, sous son égide, le patriotisme d'aujourd'hui claironné par Haase et Vaillant, Hervé et Sudekum. Au moment où l'opportunisme et le chauvinisme ont temporairement triomphé dans les plus grands partis européens, la IIe Internationale a cessé de vivre. Une autre Internationale la remplacera.

Lénine (12 décembre 1914)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière » ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne